

la conception anarchiste de la « grève générale » signal de la Révolution, Rosa Luxembourg substitua un cours de maturation des antagonismes sociaux qui, loin d'être étouffés par le parlementarisme, devaient inévitablement se heurter à lui, être accélérés et dirigés par le parti révolutionnaire. Et, à ce propos, il convient de remarquer que l'on a sensiblement exagéré les divergences entre Lénine et Rosa au sujet de la spontanéité des masses. Il est évident que, de même que les expériences de Pasteur ont permis d'éliminer la théorie de la génération spontanée de la biologie, la méthode marxiste a éliminé cet élément de l'histoire. Rien n'est spontané, pour autant que notre compréhension des événements est suffisante.

Chez Rosa, ce que l'on appela sa théorie de la « spontanéité », ce fut plutôt son espérance de voir les masses, étouffées par le réformisme, parvenir, au travers de l'explosion des événements, vers une conscience révolutionnaire. Une étude attentive de sa brochure sur « La grève en Masse. Parti et Syndicats », qui représente, en même temps qu'un exposé systématique du problème de la grève générale, une analyse de la révolution russe de 1905 — permet d'ailleurs de se rendre compte que, par « spontanéité », Rosa entend le terme d'une série de facteurs sociaux, économiques et politiques. Aussi, dans cette brochure elle dira : « L'occasion prochaine du mouvement fut toute fortuite et même accessoire : son explosion fut spontanée. Mais dans la réalisation du mouvement se montrèrent les fruits de l'agitation menée pendant plusieurs années par la démocratie socialiste : au cours de la grève générale, les propagandistes social-démocrates restèrent à la tête du mouvement, le dirigèrent et l'utilisèrent pour une vive agitation révolutionnaire ».

Actuellement, après les expériences de l'après-guerre, il est clair que seulement un parti révolutionnaire soudé à sa classe par un système de principes, une vision réelle des situations peut représenter l'élément déclenchant la bataille, mettant en branle vers une direction historique donnée tous les antagonismes hautement mûris par le choc des classes. Pris dans la tourmente des événements, dépourvu de parti ayant préalablement préparé sa base d'action, le prolétariat exprimera confusément ses aspirations, se dressera

menaçant pour s'effondrer bien vite ou se fera massacrer par un capitalisme impitoyable.

La « spontanéité » des masses, dans son sens vulgaire, c'est l'explosion de contrastes de classe où est absent le parti. De pareilles situations se sont présentées et se présenteront encore. Cependant, il est certain qu'il ne s'agit pas d'idéaliser notre faiblesse ou notre incapacité, mais de tendre à transformer cet état de faits en conscience agissante, de jeter parmi les ouvriers les germes qui vont s'exprimer dans leurs luttes : de primitives, les élever jusqu'à la vision de la révolution.

\*\*\*

Quand on parle de grève générale, les réformistes invoquent une série d'éléments qui, apparemment, paraissent fondés. Tout d'abord, ils reprennent le vieil argument de W. Liebknecht contre Domela Nieuwenhuis : le problème de la caisse ; ensuite, ils relient grève générale à émeutes révolutionnaires, ce qui, pour eux, est synonyme de répression ; et, enfin, ils démontrent l'impossibilité d'entraîner les services publics — y compris les cheminots — ce qui rend la victoire impossible. La grève générale serait un moyen ultime de défendre la Constitution et la démocratie, moyen employé en toute extrémité. Par contre, pour Trotski et ses partisans (orthodoxes ou non), ce serait un moyen pour constituer un « Gouvernement ouvrier-paysan » en France, en Belgique ou pour porter au pouvoir la social-démocratie.

Au fond, ces deux conceptions se rejoignent, bien qu'elles partent d'un point de vue opposé. En effet, avant tout, chaque grève — aussi réduite soit-elle — est l'expression d'un rapport de force entre classes antagonistes. Mais quand nous disons « rapport de force », il n'intervient pas seulement un élément de violence, mais aussi de conscience. Ce qui donne sa cohésion au prolétariat une fois en branle, c'est précisément ce ciment inspirant à sa force une direction vers où porter ses coups. Avant la guerre, dans les pays démocratiques, le mécanisme économique du capitalisme ascendant tolérait des poussées du prolétariat pour le relèvement des salaires, car au point de vue économique elles correspondaient à son essor et, au point de vue politique, elles s'exprimaient par un renforcement de la

corruption de la social-démocratie. Le rapport des forces — malgré les succès des grèves économiques — était donc défavorable pour une attaque générale contre le capitalisme. C'est d'ailleurs pourquoi les grèves générales de 1902, de 1913 en Belgique devaient échouer : le P.O.B. transposant ces luttes sur le terrain parlementaire, brouillant la signification d'une révolte arrivant au terme de remous sociaux, par sa stricte limitation aux revendications du suffrage universel. Les enseignements tirés par R. Luxembourg des grèves belges, de la Révolution de 1905, devaient donc porter sur la critique de l'embourbement parlementaire de la social-démocratie, enlevant toute perspective historique aux mouvements des masses.

Quand les réformistes invoquent, aujourd'hui, leurs arguments « positifs » et « matériels », ils sont évidemment dans leur rôle, puisqu'incorporés à un régime dont ils assument ainsi la défense. Pour les marxistes, ce qui importe, c'est l'appréciation des contrastes qui mûrissent dans les rapports sociaux, la lutte pour les aggraver, car, par ce chemin, le prolétariat acquiert conscience de sa force, désarticule, par le bas et par le haut, la structure répressive du capitalisme, disloque les rapports de production, mais tout cela, s'il a à sa tête un guide, une conscience : un parti. Au point de vue des finances, des moyens matériels, le capitalisme ne peut être combattu par le prolétariat. C'est seulement en se dressant pour déterminer un effondrement économique et politique de la bourgeoisie qu'il y parvient. Mais, pour y arriver, il faut que les circonstances s'y prêtent, qu'il se heurte aux réformistes, qu'il puisse acquérir une faculté de mouvement que le capitalisme ne peut plus lui permettre actuellement.

Dans la phase actuelle qui évolue encore à l'ombre de l'assaut révolutionnaire de l'après-guerre, la décadence de l'économie capitaliste, acculée par ses propres contrastes, ne peut plus tolérer de grèves économiques qui, en donnant aux ouvriers une faculté de mouvement, vont leur permettre de déverser une situation, qui est chaque jour plus misérable, dans un élan de masse qui pourrait poser les bases de développement d'un parti, puisqu'actuellement l'éclosion de conflits ne peut se faire que malgré socialistes et centristes. L'effort révolution-

naire doit ainsi porter vers une lutte dépassant la résistance féroce, inspirée par l'instinct de conservation du capitalisme, afin de donner conscience aux ouvriers des possibilités réelles de combat, de la nécessité de saisir ces possibilités. L'effort doit tendre à renforcer l'ouvrier à l'usine et non inversement à diriger ces regards vers des gouvernements socialistes (de nom) et réactionnaires dans le fond. Non par « économisme », mais parce que le seul programme gouvernemental des communistes est la dictature du prolétariat et que les conditions de sa préparation, de sa réalisation résident dans une accentuation des luttes des classes portant l'ouvrier de la lutte à l'usine, aux manifestations de rue et vers la bataille armée.

Demander aux ouvriers de faire la grève générale pour des gouvernements de traîtres, c'est demander au prolétariat de confier la solution des conflits de classe à l'ennemi et non élever sa conscience à la hauteur des antagonismes qui déchirent la société actuelle. C'est pourquoi réformistes qui « réservent » (nous verrons plus loin comment) la grève générale pour la défense de la Constitution et « trotskistes » qui la désirent pour permettre, au nom d'une malencontreuse théorie de l'expérience, l'égarement de la volonté de la classe des ouvriers, se rencontrent bien malgré eux. Quant aux centristes, leurs culbutes les obligent, ici comme ailleurs, à disperser, énerver, les mouvements ouvriers, car leur perspective concernent les grèves partielles, le déclenchement de grèves générales au moment du recul des ouvriers (Allemagne) ont tout autant de résultats que la politique du réformisme à ce sujet.

Pour le centriste, il faut déclencher des conflits partiels qu'il s'agira de faire traîner jusqu'à l'usure des ouvriers. Ainsi en fut-il, l'année dernière, avec les conflits du Textile dans le Nord de la France. Pourtant, il est clair que si des conflits partiels peuvent donner le signal d'une bataille plus générale, ils peuvent aussi bien ne pas le donner. La solidarité de l'ensemble du capitalisme (qui n'est que l'expression d'une coordination de son mécanisme économique en vue d'une plus grande résistance à la crise et pour la préparation à la guerre) s'exprime aujourd'hui autour de chaque secteur menacé ; non seulement par l'appui finan-